

Silence parlant sur les différends entre le Burundi et le Rwanda

PANA, 25/08/2008 Bujumbura, Burundi - La visite officielle de ces trois derniers jours du chef de l'Etat rwandais, Paul Kagame, au Burundi, a été balisée, de bout en bout, de sorte qu'aucune question qui fâche entre Bujumbura et Kigali ne soit évoquée par les journalistes. Les questions qui fâchent ne manquent pourtant pas entre ces deux pays et le silence qui les entoure trahit un certain malaise dans les relations bilatérales, commente-t-on encore dans les opinions de rue, au lendemain de la fin de la visite mouvementée du président rwandais.

La question la plus récente a trait à une fameuse liste noire de 670 ressortissants burundais recherchés par la justice de Kigali pour leur rôle présumé dans le génocide rwandais de 1994. La mystérieuse liste n'est même pas encore connue des concernés ou des instances judiciaires burundaises, ce qui méritait des éclaircissements de la part du chef de l'Etat rwandais, estime-t-on dans les milieux journalistiques à Bujumbura. Les deux capitales peinent, en outre, à s'entendre sur un nouveau traçage des frontières encore imprécises héritées de la colonisation belge et la presse se tenait prête à interroger - dessus les chefs de l'Etat burundais et rwandais lors de leur conférence de presse conjointe de samedi soir. La mort, en terre rwandaise, de l'ancien chef de l'Etat burundais, Cyprien Ntaryamira, continue également à préoccuper, faute d'éléments d'enquête suffisants qui pourraient éclairer l'opinion nationale sur les causes de cette disparition tragique aux contours mystérieux, 14 ans après les faits. Des ressortissants burundais auraient également péri en masse dans le génocide rwandais de 1994 sans qu'aucun rapport officiel ne soit établi dans ce sens. Aucune de ces questions majeures n'a été admise à la conférence de presse, en dehors des sujets mineurs ayant simplement traité l'agenda de la "visite de travail et d'amitié" de l'homme fort de Kigali qui n'avait pas mis pied au Burundi depuis trois ans. Le président de l'Association burundaise de journalistes, Jean-Paul Ndayizeye, est monté au créneau, dimanche, pour fustiger une "censure d'un autre âge" et des "méthodes policières venues d'ailleurs". "Cela ne s'était pas vu avant et on sait que beaucoup d'autres chefs d'Etat ont déjà visité le Burundi sans restreindre la liberté de la presse", a martelé le président de l'ABJ.